
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 277

Bill 277

Loi concernant le commerce du pain

An Act respecting the bread trade

Première lecture

First reading

M. SAINT-PIERRE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 277

Loi concernant le commerce du pain

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « établissement »: tout endroit où l'on fabrique, entrepose, distribue, vend ou fait le commerce du pain au Québec;

b) « ministre »: le ministre de l'industrie et du commerce;

c) « pain défraîchi »: pain dont la date de fabrication est antérieure d'au moins trois jours à celle de mise en vente au consommateur;

d) « pain de marque privée »: pain qui porte un nom ou une marque de commerce autre que le nom ou la marque de commerce du fabricant;

e) « prix »: le prix de vente au détail.

SECTION II

PRIX, POIDS ET COMMERCE DU PAIN

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer pour le pain un prix minimum de façon à assurer la rentabilité des opérations d'une boulangerie faisant preuve d'une productivité satisfaisante.

Bill 277

An Act respecting the bread trade

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) "establishment": every place where bread is made, stored, distributed, sold or traded in the province of Québec;

(b) "Minister": the Minister of Industry and Commerce;

(c) "stale bread": bread made at least three days before it is offered for sale to the consumers;

(d) "private brand bread": bread bearing a name or trade mark other than the name or trade mark of the maker;

(e) "price": the retail selling price.

DIVISION II

PRICE, WEIGHT AND TRADE OF BREAD

2. The Lieutenant-Governor in Council may fix a minimum price for bread to ensure the profitability of the operations of a bakery evidencing satisfactory productivity.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour principal objet d'établir des règles régissant le commerce du pain, notamment en ce qui concerne le prix et le poids de cette denrée.

En vertu de ce projet, le gouvernement pourra fixer pour le pain un prix minimum, de façon à assurer la rentabilité des opérations d'une boulangerie faisant preuve d'une productivité satisfaisante. Tout projet d'arrêté en conseil à cette fin devra être publié par le ministre de l'industrie et du commerce dans la Gazette officielle du Québec, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil; cet arrêté en conseil entrera en vigueur à compter d'une semblable publication d'un avis de cette approbation.

Il sera interdit de vendre du pain à un prix inférieur à celui fixé par le gouvernement, de vendre à un prix global un lot de produits ou d'articles comprenant du pain, d'utiliser des moyens ayant pour objet ou pour effet de réduire le prix du pain en deçà du prix minimum ou de vendre du pain non conforme aux normes établies en vertu de la loi. Il sera, en outre, interdit de donner du pain à des fins publicitaires.

Le projet prévoit que tout pain offert en vente au Québec devra peser, huit heures après la cuisson, 16, 20, 24, 32 ou 48 onces et que le poids du pain devra en être indiqué sur l'emballage.

Un marchand ou un boulanger pourra offrir occasionnellement du pain dont la date de fabrication est antérieure d'au moins trois jours à celle de mise en vente au consommateur, pourvu que ce pain soit clairement identifié comme pain défraîchi et que son prix ne soit pas inférieur à 75% du prix minimum fixé en vertu de la loi.

EXPLANATORY NOTES

The main object of this bill is to establish rules for the bread trade, especially on the price and weight of bread.

Under the bill, the Government will be able to set a minimum price for bread to ensure that a reasonably productive bakery can operate profitably. Every draft order in council to that end is to be published by the Minister of Industry and Commerce in the Québec Official Gazette with a notice that on the lapse of fifteen days from publication it will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval; this order in council will come into force on similar publication of a notice of the approval.

It will be forbidden to sell bread at less than the Government fixed price, to sell a lot of products or goods that includes bread for a lump sum, to resort to measures aimed at lowering the price of bread below the floor price or to sell bread that does not meet the standards set under the act. It will also be forbidden to give bread for publicity.

The bill provides that all bread sold in Québec must, eight hours after baking, weigh 16, 20, 24, 32 or 48 ounces and that the weight of the loaf must be marked on the wrapper.

A merchant or baker will be allowed to offer bread at least three days old for sale to consumers occasionally, provided it is clearly identified as stale bread and that its price is not less than 75% of the floor price under the act.

3. Tout projet d'arrêté en conseil ayant pour objet de fixer un prix minimum du pain doit être publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Cet arrêté entre en vigueur à compter d'une semblable publication d'un avis de cette approbation.

4. Il est interdit:

- a) de vendre du pain à un prix inférieur à celui fixé conformément à la présente loi;
- b) de vendre ou d'offrir en vente, à un prix global, un lot de produits ou d'articles comprenant du pain;
- c) d'utiliser des moyens directs ou indirects, comme des timbres, primes ou concours, ayant pour objet ou pour effet de réduire le prix en deçà du minimum établi en vertu de la présente loi ou de laisser croire qu'il en est ainsi;
- d) de vendre du pain non conforme aux normes établies en vertu de la présente loi.

5. Il est interdit de donner du pain pour des fins publicitaires.

6. Tout pain offert en vente au Québec doit peser, huit heures après la cuisson, 16, 20, 24, 32 ou 48 onces.

7. Le poids du pain doit en être indiqué sur l'emballage.

8. Un marchand ou un boulanger peut offrir occasionnellement du pain défraîchi aux conditions suivantes:

- a) chaque pain doit porter une étiquette sur laquelle sont inscrites la mention « pain défraîchi » et la date de fabrication, laquelle doit être d'au moins trois jours antérieure à celle de la mise en vente au consommateur;
- b) ces pains doivent être placés dans un comptoir distinct, lequel doit porter bien en vue une affiche sur laquelle sont inscrits les mots « pain défraîchi »;
- c) le prix de ce pain ne doit pas être inférieur à 75% du prix minimum fixé en vertu de la présente loi.

3. Every draft order in council having as its object the fixing of a minimum price of bread must be published by the Minister in the *Québec Official Gazette*, with notice that at the expiry of thirty days following such publication, it shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

Such order shall come into force from similar publication of a notice of such approval.

4. It is prohibited:

- (a) to sell bread at a price lower than that fixed in accordance with this act;
- (b) to sell or offer for sale, for a lump sum, a lot of products or articles including bread;
- (c) to use direct or indirect means, such as stamps, premiums or contests, having as their object or effect to reduce the price below the minimum established under this act or to lead to the belief that it is so;
- (d) to sell bread not in conformity with the standards established under this act.

5. It is prohibited to give bread for publicity purposes.

6. Any loaf offered for sale in the province of Québec must weigh 16, 20, 24, 32 or 48 ounces eight hours after baking.

7. The weight of the loaf must be indicated on the package.

8. A merchant or baker may occasionally offer stale bread on the following conditions:

- (a) each loaf must bear a label on which the words "stale bread" and the date of making are inscribed; such date must be at least three days before that when the loaf is offered for sale to consumers;
- (b) such loaves must be placed on a separate counter, which must bear in a conspicuous place a sign on which the words "stale bread" are inscribed;
- (c) the price of such bread shall not be less than 75% of the minimum price fixed under this act.

Par ailleurs, le pain de marque privée devra porter sur l'emballage l'endroit de fabrication en lettres d'au moins un demi pouce de hauteur et le nom du fabricant en lettres d'au moins un pouce de hauteur, en outre de tout autre nom ou marque de commerce.

Conformément au projet, le gouvernement pourra adopter des règlements pour régir le commerce du pain au Québec, notamment pour établir des normes relatives à la publicité, à l'étiquetage et à l'emballage du pain, pour exempter de l'application de la loi ou des règlements certaines catégories de pain ou pour confier à une municipalité ou à une communauté urbaine l'application de la loi ou d'une partie de la loi sur son territoire.

Des inspecteurs pourront être nommés afin de veiller à l'application de la loi et ils pourront inspecter tout établissement où du pain est fabriqué, entreposé, distribué ou mis en vente et vérifier le contenu de tout véhicule utilisé pour le transport du pain.

Toute corporation qui contreviendra à la loi sera passible d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000 pour une première infraction et d'une amende d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000 pour toute récidive dans les deux ans. Toute autre personne qui contreviendra à la loi sera passible d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$500 pour une première infraction et d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$2,000 pour toute récidive dans les deux ans. Les poursuites seront intentées par le procureur général ou par toute autre personne autorisée par lui à cette fin.

Le projet abroge la Loi de la fabrication du pain (Statuts refondus, 1964, chapitre 191).

From another standpoint, bread of a private brand must show the place of manufacture on the wrapper in letters at least half an inch high, and the manufacturer's name in letters at least one inch high, regardless of any other name or trade mark.

Under the bill, the Government will have power to make regulations on the bread trade in Québec, especially on advertising, labelling and bread-wrapping standards, to exempt certain classes of bread from the act or the regulations or to entrust a municipality or an urban community with application of the act or part of it in its territory.

Inspectors may be appointed to see that the act is applied, and they may inspect any establishment that makes, stores or distributes bread or offers it for sale, and examine the contents of any vehicle used to carry bread.

Every corporation contravening the act will be liable to a fine of at least \$500 or at most \$1,000 for the first offence and of at least \$2,000 or at most \$5,000 for a subsequent offence within two years. Every other person doing so will be liable to a fine of at least \$200 or at most \$500 for the first offence and of at least \$500 or at most \$2,000 for a subsequent offence within two years. Proceedings will be instituted by the Attorney-General or any other person he authorizes to do it.

This bill repeals the Bread Act (Revised Statutes, 1964, chapter 191).

9. Le pain de marque privée doit porter sur l'emballage le nom du fabricant en lettres d'au moins un pouce de hauteur et l'endroit de fabrication en lettres d'au moins un demi pouce de hauteur.

9. Private brand bread must bear on the package the name of the maker in print at least one inch high and the place of making in print at least one-half inch high.

SECTION III

RÈGLEMENTS

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour régir le commerce du pain au Québec et plus particulièrement:

a) pour établir des normes relatives à la publicité, à l'étiquetage et à l'emballage du pain;

b) pour exempter, en totalité ou en partie, de l'application de la présente loi ou des règlements, certaines catégories de pains qu'il indique;

c) pour confier à une municipalité ou à une communauté urbaine l'application de la présente loi ou d'une partie de cette loi sur son territoire.

Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

SECTION IV

INSPECTION

[[**11.** Des inspecteurs peuvent être nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14) pour veiller à l'application de la présente loi.]]

12. Tout inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable dans tout établissement dans lequel du pain est fabriqué, entreposé, mis en vente ou distribué et en faire l'inspection, et vérifier le contenu de tout véhicule utilisé pour le transport du pain.

13. Tout inspecteur peut exiger du propriétaire, du locataire ou du gérant d'un établissement toute information relative à l'application de la présente loi et consulter tout registre ou document à l'appui de telle information.

DIVISION III

REGULATIONS

10. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to govern the bread trade in the province of Québec and in particular:

(a) to prescribe standards respecting advertising, labelling and packaging of bread;

(b) to exempt, in whole or in part, from the application of this act or the regulations, certain classes of bread which he indicates;

(c) to entrust to a municipality or urban community the application of this act or part of this act in its territory.

The regulations made under this act shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

DIVISION IV

INSPECTION

[[**11.** Inspectors may be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) to see to the application of this act.]]

12. Every inspector may, in the performance of his duties, enter at any reasonable time any establishment where bread is made, stored, offered for sale or distributed and inspect it, and check the contents of any vehicle used for the transport of bread.

13. Every inspector may exact from the owner, lessee or manager of an establishment any information relating to the application of this act and examine any register or document in support of such information.

14. Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations ou de refuser de lui fournir un renseignement ou un document qu'il a le droit d'obtenir en vertu de la présente loi.

15. Un inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le ministre, attestant sa qualité.

SECTION V

INFRACTIONS ET PEINES

16. Toute personne autre qu'une corporation qui contrevient aux dispositions de la présente loi est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$500 pour une première infraction et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$2,000.

17. Toute corporation qui contrevient aux dispositions de la présente loi est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000 pour une première infraction et, pour toute récidive dans les deux ans d'une amende d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000.

18. Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue à l'article 17, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

19. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin, suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

La deuxième partie de cette dernière loi s'applique à ces poursuites.

14. It is forbidden to hinder an inspector in any manner in the performance of his duties, to mislead him by concealment or false representations or to refuse to give him information or a document which he is entitled to obtain under this act.

15. An inspector shall, if so required, show a certificate signed by the Minister, attesting his authority.

DIVISION V

OFFENCES AND PENALTIES

16. Every person other than a corporation who contravenes this act is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than \$200 nor more than \$500 for a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$500 nor more than \$2,000.

17. Every corporation which contravenes this act is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than \$500 nor more than \$1,000 for a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$2,000 nor more than \$5,000.

18. When a corporation is guilty of an offence against this act or a regulation, every officer, director, employee or agent of such corporation who prescribed or authorized the commission of the offence or consented to or acquiesced or participated in it, is deemed a party to the offence and is liable to the penalty provided in section 17, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

19. Proceedings under this act shall be taken by the Attorney-General or by a person whom he authorizes generally or specially in writing for that purpose, under the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

Part II of such last-mentioned act applies to such proceedings.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

20. La Loi de la fabrication du pain (Statuts refondus, 1964, chapitre 191) est abrogée.

21. Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

22. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

DIVISION VI

FINAL PROVISIONS

20. The Bread Act (Revised Statutes, 1964, chapter 191) is repealed.

21. The Minister of Industry and Commerce shall have charge of the application of this act.

22. The provisions of this act shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.